

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 190 05.10

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC
Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

Médias :

Gideon Lévy : Un homme a mordu un chien

1 Les brèves.

1-1 Haniyeh : Washington veut imposer sa propre vision dans notre région

1-2 Evelyn Hecht-Galinski : "Le nombre de Juifs dans le monde qui protestent contre la politique d'Israël - grandit".

2 Dossier

2-1 Point de vue de RICHA Raymond : De l'équation à la condition suffisante de Rice.

2-2 Point de vue de Amira Hass : Le gouvernement de voleurs leur manque.

2-3 Point de vue de Mr. Saadoune, : Risque majeur en Palestine.

2-4 Point de vue de Dominique Vidal : Israël au défi.

2-5 Point de vue de Gaston PELLET : La République démocratique de Palestine.

Annexe : Brigades internationales

3 Annexe

3-1 1846 – 2003 : Interventions Américaines dans le monde depuis 1846

Médias

Gideon Lévy : Un homme a mordu un chien

Couverture des violences à Gaza. Toutes les chaînes de télévision.

Dans toute leçon inaugurale de journalisme, on apprend ceci : un chien a mordu un homme, on n'a pas une histoire ; un homme a mordu un chien, on a une histoire. Aux yeux des Israéliens, un homme a mordu un chien à Gaza : ce sont des Palestiniens qui tuent des Palestiniens et pas, comme d'habitude, des Israéliens qui tuent des Palestiniens. Dès lors Gaza devient notre centre d'intérêt médiatique.

Subitement, une douzaine de tués à Gaza constitue une histoire en ouverture d'éditions et des images terrifiantes et sanglantes en provenance de la Bande de Gaza deviennent une marchandise journalistique âprement recherchée. Jamais une douzaine de Palestiniens tués n'avaient eu droit à une couverture pareille. Cela fait belle lurette qu'on n'a plus montré, chez nous, d'ambulances palestiniennes déchargeant cadavres et blessés. On parle maintenant chez nous d' « *escadrons de la mort* » et de « *cellules d'assassinats* », mais, Dieu nous garde, pas des nôtres : celles-là, ce sont celles du Fatah, qui menacent d'assassiner les dirigeants du Hamas.

Le fait qu'Israël assassine quasi quotidiennement des militants du Hamas et du Jihad est comme oublié. On nous a même parlé d'une école qui a fermé à cause des incidents violents mais quand avez-vous entendu parlé des écoles qu'Israël a bombardées ?

Plus de 300 Palestiniens ont été tués dans la Bande de Gaza par l'armée israélienne depuis l'enlèvement du soldat Gilad Shalit, et pour la plupart d'entre eux, c'est à peine si on nous en a parlé à la télévision. Pendant des mois, l'armée israélienne se déchaîne dans la Bande de Gaza, assassine, bombarde en faisant appel à la force aérienne et à l'artillerie, et c'est à peine si les images et les sons nous en parviennent sur les écrans. La plupart des habitants de Gaza n'ont pas d'électricité depuis qu'Israël a bombardé la seule centrale électrique de la Bande de Gaza, mais ce n'est pas considéré comme une histoire, ça. Pas plus que les enfants innocents tués ou blessés, dont certains resteront à tout jamais paralysés et sous assistance respiratoire ; ni la terrible misère économique ; ni les monceaux d'ordures qui traînent à cause des grèves des travailleurs qui n'ont pas reçu leur salaire du fait du boycott imposé par Israël et le reste du monde. Gaza ne nous intéressait pas, en dépit du fait que la mort et la destruction étaient semées par l'Armée de Défense d'Israël, au nom de tous ceux qui regardent cette télévision qui est la nôtre.

Hier, le blocus médiatique a été levé. Tout à coup est apparu que Gaza avait une voix, une voix qui parle même un hébreu pas mauvais, et un déluge de comptes-rendus faits par des journalistes et des hommes politiques palestiniens a submergé l'écran. Chaque programme d'actualités se trouvait son Mohamed chéri pour raconter ce qui se passe. Pourquoi ne les a-t-on pas interviewés auparavant, quand Israël tuait des Gazaouis ? Si j'avais été un journaliste palestinien, j'aurais, avec tout le respect, raccroché le téléphone au nez de ceux qui téléphonaient de la part de la télévision : où étiez-vous avant ça ? Même Shlomi Eldar, après un silence prolongé, a été retiré de la naphtaline où l'avait placé sa rédaction et il est retourné faire rapport depuis Gaza.

Derrière ce comportement honteux, les messages médiatiques sont transparents : regardez ces êtres bestiaux, comment ils tuent leurs frères ; regardez ce peuple, à la veille d'une guerre civile, ou peut-être en pleine guerre civile, alors pensez : est-ce avec lui que nous ferons la paix ? Avec la conclusion habituelle : il n'y a pas de partenaire. Mais même dans l'assaut médiatique d'hier, les vraies questions n'ont pas été posées : qu'est-ce qui a entraîné ces heurts sanglants et quelle part y a Israël ? Un million et demi d'habitants sont enfermés dans une énorme prison, la plupart sans revenus, au bord de la famine, désemparés devant les brutaux assauts israéliens venant de la mer, du ciel et de la terre ferme, avec un gouvernement impuissant, essentiellement à cause du boycott dont il fait l'objet depuis qu'il a été élu lors d'élections démocratiques. Les comptes-rendus d'hier étaient marqués d'une feinte candeur parfaitement scandaleuse.

Les Ministres Amir Peretz et Benjamin Ben Eliezer ainsi que le chœur des commentateurs ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'une affaire interne palestinienne. Vraiment ? Personne n'a posé de questions sur la responsabilité d'Israël dans cette affaire *interne*-là. Que pensions-nous qu'il se passerait à Gaza, bouclé et ensanglanté ? Israël a réalisé une expérience sur des êtres humains sans l'accord du « *Comité supérieur d'Helsinki* » [comité instauré par la *Déclaration d'Helsinki concernant l'expérimentation portant sur l'être humain - NdT*]. Israël a emprisonné des centaines de milliers de personnes dans une cage, il les a affamés, bombardés, et maintenant venez voir ce qui leur est arrivé. Cet effrayant reality show a réussi exactement comme prévu et la chose la plus attendue s'est produite : les prisonniers ont commencé à s'entretuer. Sauf qu'à la télévision, on ne nous a pas parlé de l'expérience mais uniquement de ses résultats.

Gideon Lévy

Haaretz, 4 octobre 2006

www.haaretz.co.il/hasite/spages/770262.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

1 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

1-1 Haniyeh : Washington veut imposer sa propre vision dans notre région

Le Premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh a affirmé que le souci des Etats-Unis dans notre région est de protéger ses intérêts et ceux de l'entité sioniste. Pour cela ils tentent de préparer la région pour convenir à ces intérêts, sans se soucier des souffrances du peuple palestinien.

Ces propos du Premier ministre sont venus après les déclarations de la secrétaire générale américaine, Condoleeza Rice, lors d'une conférence de presse avec le Président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à Ramallah, sur les conditions économiques difficiles dont s'exposent le peuple palestinien en évitant de parler du sévère siège imposé par la direction américaine depuis sept mois.

Il a ajouté que la direction utilise une politique unilatérale, en affirmant qu'elle vise à imposer sa propre vision dans la région.

Au moment où le Président de l'autorité palestinienne affirme donner deux semaines pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale selon ses conditions dont la reconnaissance de l'entité sioniste, et les accords signés par l'OLP auparavant, le Premier ministre, Ismaïl Haniyeh, refuse cette durée limitée pour la formation du gouvernement d'unité nationale, en demandant à ne pas utiliser la souffrance du peuple palestinien comme prétexte pour faire passer des agendas politiques.

Sources : [Palestine Info](#)

1-2 Evelyn Hecht-Galinski : "Le nombre de Juifs dans le monde qui protestent contre la politique d'Israël - grandit",

Evelyn Hecht-Galinski, fille de l'ancien président du Conseil Central des Juifs d'Allemagne (équivalent du CRIF en France) fait publiquement honte à ce même conseil dans la presse allemande. Le Frankfurt Allgemeine Zeitung vient en effet de lui accorder une tribune comme on en lit malheureusement peu dans la presse française.

"Le nombre de Juifs dans le monde qui protestent contre la politique d'Israël - qui depuis 39 ans viole en permanence les Conventions de Genève - grandit, indique Evelyn Hecht-Galinski.

"Nous sommes témoins d'une occupation sans fin, de la dépossession, de l'oppression et des humiliations quotidiennes des Palestiniens, des innombrables agressions militaires contre un peuple qui n'a ni Etat ni armée, des assassinats ciblés, des expropriations arbitraires de leurs terres, des destructions d'infrastructures, des explosions de maisons, de la construction effrénée de murs et de barrières, du développement incessant de colonies ; et en dernier lieu d'une guerre d'agression contre le Liban et Gaza. Nous ne pouvons pas garder le silence plus longtemps."

(..) Le cycle devenu banal - Israël détruit et les Européens reconstruisent, jusqu'à ce que de nouveau Israël inflige des dégâts, précipitant les masses dans la pauvreté et les territoires occupés dans un marasme économique - doit être rompu.

En tant que juive allemande, je ressens de mon devoir de dénoncer l'injustice, même si cette injustice est l'œuvre de la soi-disant seule démocratie du Proche Orient. Le gouvernement israélien ne fait pas seulement mauvais usage de mon nom propre ; il a l'impudence d'invoquer aussi le legs de mes ancêtres assassinés. Le gouvernement israélien n'a pas honte d'utiliser mes grands-parents qui ont péri dans les camps de concentration et les fosses communes du régime nazi pour justifier sa malfeasance en Palestine et au Liban.

Les morts ne peuvent se défendre eux-mêmes. Mais moi je peux !

Le Conseil central des Juifs d'Allemagne a une fois de plus échoué à rester loyal envers sa mission, se faisant comme toujours le porte-parole du gouvernement israélien et de l'ambassade israélienne en Allemagne. C'est insupportable et je ne suis certainement pas la seule à penser ainsi. Mes camarades juifs ressentent la même chose.

Le rejet délibéré de toute critique légitime (par exemple de la part de Heidmarie Wieszorek ou de l'ancien membre du comité directeur du Conseil, Rolf Verleger) et, plus encore, les attaques ad hominem dont m'a gratifiée Saïmon Korn, le vice-président du Conseil Central, qui m'a accusée de "haine de soi" et traitée de "juive de Cour bien utile", ne sont rien d'autre qu'un bâton brandi dans une fureur aveugle. Apparemment ceux qui le brandissent ne voient pas d'issue intellectuelle. En fait le terme de "Juifs de cour" convient davantage au Conseil Central qu'à moi-même. La Cour n'est pas ma scène ; en fait aucune cour ne l'est."

Traduit en anglais par Maren Ackmann du Frankfurter Allgemeine Zeitung du 8/9/06)

http://www.kibush.co.il/show_file.asp?num=16252

Traduction française par Carole Sandrel

Sources [Europalastine](#)

2 Dossier

Ndlr : PS ; La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Point de vue de RICHA Raymond : De l'équation à la condition suffisante de Rice.

Dans sa conférence de presse avec Saoud El Fayçal, Madame RICE nous a sorti sa fameuse équation connue : levée partielle du blocus de Gaza, contre la libération du soldat israélien détenu par Hamas.

Prendre en otage tout un peuple en vue de libérer un soldat prisonnier, lier le destin de tout un peuple à celui d'un prisonnier, voilà sa célèbre équation mise en exergue.

Ajoutons à cela, la mobilisation et la détermination du pouvoir égyptien à résoudre cette équation.

La farouche détermination de Madame RICE à aller jusqu'au bout de sa logique devra logiquement affaiblir ses quelques fidèles arabes qui, espérant aboutir à une alliance arabo-internationale contre l'Iran, s'attendaient à un attendrissement de sa part.

Mais aussi, l'inflexibilité de son soutien inconditionnel aux dirigeants israéliens sera, comme toujours, farouchement encouragée par ce qu'elle appelle " l'alliance des arabes modérés ", cette alliance qui, durant la guerre irako-iranienne, avait déclaré, par peur de la révolution iranienne, que l'Iran était l'ennemi à abattre.

L'Histoire du monde arabe nous a maintes fois montré le rôle qu'a joué cette alliance dans le combat mené par l'Occident contre les poussées nationalistes et progressistes.

Du temps de NASSER au pouvoir en Égypte, les intérêts de cette alliance ont convergé avec ceux des dirigeants israéliens quand il a été question de combattre la poussée nationaliste arabe.

Cette même alliance s'était également attelée à déclencher et à entretenir une guerre d'usure contre l'armée égyptienne dans le conflit au Yémen ; cette guerre d'usure était voulue par Israël car elle était le préalable à la guerre de 1967.

Les intérêts du pouvoir jordanien, membre actif dans cette alliance, s'étaient convergés avec ceux des dirigeants israéliens, lors de ses tentatives de liquidation de la Résistance Palestinienne en 1970.

Le régime saoudien, fer de lance de cette alliance, ainsi que celui de l'Égypte, avaient rejoints l'impérialisme américain, ses alliés et Israël, contre l'Iraq en 1991.

Aujourd'hui, ce qui se trame dans notre région n'est pas seulement un simple jeu de convergence des intérêts. Ce dont il s'agit, avec le retour de RICE dans la région, c'est un axe fort arabo-israélo-occidental contre l'Iran et ses alliés, tant souhaité par l'alliance des arabes modérés.

Cependant, cela nécessite d'abord une adhésion des masses populaires arabes.

L'impérialisme américain et ses alliés occidentaux se posent ainsi une question fondamentale à savoir : cette alliance réussira-t-elle, par l'obscurantisme, la haine religieuse, ethnique, ainsi que par sa fausse promesse de démocratisation de son régime, à préparer ses masses populaires ?

Il suffit de lire en ce moment les médias arabes puant le pétrole pour en être convaincu.

Ainsi, la condition suffisante chère à RICE émerge : prépare nous tes masses populaires, sinon neutralise les, afin que nous puissions atteindre nos objectifs finaux.

2-2 Point de vue de Amira Hass : Le gouvernement de voleurs leur manque

Le Fatah et le Hamas oublient que leur boulot est de mettre fin à l'occupation

Les slogans qui sont scandés lors des manifs sonnent mieux lorsqu'ils riment. "Pas Ismail, pas Haniyeh, nous voulons retrouver haramiyeh !" *Haramiyeh* signifie voleurs. Et ceux qui manifestent à Ramallah — les fonctionnaires de l'Autorité Palestinienne qui n'ont pas reçu leurs salaires depuis sept mois — scandaient ce que l'on peut entendre dans les rues de Cisjordanie ou de la Bande de Gaza, à savoir : Le Hamas est peut-être propre, mais les voleurs du Fatah lui sont préférables. Après tout, le raisonnement est simple : lorsque le Fatah était au pouvoir, nos salaires étaient assurés.

La grève continue dans les bureaux de l'AP [Autorité Palestinienne], les rassemblements des employés et les exigences d'un gouvernement d'union sont tous des appels au gouvernement dirigé par le Hamas pour qu'il reconnaisse le solde négatif de sa brève administration. Voici comment se justifient ces reproches : Un gouvernement est censé s'assurer que les fonctionnaires touchent leurs salaires, ce qui fait partie de ses obligations consistant à protéger le bien-être de la population. Un gouvernement — même comme celui-ci, qui ne dispose pas de tous les pouvoirs en tant que gouvernement palestinien sous occupation israélienne — est censé évaluer sa plate-forme politique et idéologique à la lumière de sa capacité à remplir ses obligations civiles et économiques. Mais, sous le Hamas, la colonne vertébrale de la société s'est effondrée lorsque le gagne-pain des fonctionnaires — aussi basique et modeste qu'il était — n'était plus assuré, comme il l'avait été pendant 12 années d'instabilité chronique.

Les gouvernements [successifs] du Fatah ont légué au Hamas une dépendance des fonds des pays donateurs, que ceux-ci servent au développement ou à couvrir le budget annuel (englobant les fonds qu'Israël pille aux Palestiniens, au vu et au su de tous, sous la forme des taxes prélevées sur les transactions palestiniennes, sans les transférer au Trésor palestinien). Mais les donations globales qui ont été attribuées à l'AP ne l'ont pas été sans contrepartie. Celle-ci : un processus de négociations politiques, aussi branlant soit-il, incluant la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël occupant et la reconnaissance par l'Etat d'Israël de l'OLP comme représentant le peuple palestinien.

Cette année, les Etats donateurs ont décidé qu'ils ne laisseraient pas le mouvement du Hamas avoir le beurre et l'argent du beurre. C'est à dire : s'abstenir de reconnaître les accords qui ont permis officiellement d'établir un "gouvernement", tout en recevant les donations fixées. Ce qui est logique. [De son côté], le mouvement du Fatah, qui a beaucoup de mal à digérer son éviction du pouvoir, compte sur cette logique (de la position internationale) et agit en ce sens pour renverser le gouvernement élu. C'est le Fatah qui est derrière les grévistes. (À l'époque d'Arafat, ceux qui menaient les luttes pour des salaires justes étaient persécutés par les services de sécurité et mis en prison).

Mais, alors que le Fatah exige du gouvernement du Hamas qu'il reconnaisse le solde négatif de son bref passage au pouvoir, lorsqu'il s'agit de la question extrêmement importante de la lutte pour l'indépendance et la libération de l'occupation israélienne, le mouvement du Fatah et ses dirigeants — à commencer par le Président de l'AP, Mahmoud Abbas — refusent de tirer les conclusions personnelles et politiques appropriées du solde négatif de la longue période où ils ont été au pouvoir. La plupart des Palestiniens soutenaient le processus d'Oslo sur la base de ses promesses. Mais la logique de "la libération graduelle de l'occupation", sur laquelle se basaient les Accords d'Oslo, a complètement échoué.

Avant les Accords d'Oslo, la Cisjordanie et la Bande de Gaza étaient des territoires occupés. Avant les Accords d'Oslo, la plupart des Israéliens considéraient comme établi qu'il n'y avait "aucune paix possible avec les implantations", ainsi que le slogan le formulait. En vertu des Accords d'Oslo, 60 % du territoire (y compris les implantations) classé en Zone C (signifiant : sous contrôle israélien, civil et en matière de sécurité) est devenu pour l'essentiel un territoire disputé — le reste du monde permettant à Israël d'utiliser sa suprématie militaire, économique et diplomatique pour en annexer des portions significatives dans le cadre d'un accord sur un statut final.

Dans cette période, les frontières des enclaves palestiniennes (Zone A et Zone B) étaient établies, créant des îlots isolés qui étaient les seules zones où Israël permettait à l'AP de se développer. Durant la période d'Oslo, il fut prouvé aux Israéliens que "la paix est possible même avec les implantations". Tandis que la direction palestinienne élue négociait avec le gouvernement israélien et était incapable d'empêcher ne serait-ce que la construction d'une seule maison de colon, les colonies se sont étendues et développées sans fin.

Avant que cette décennie de négociations ne commence — de la Conférence de Madrid en 1991 au processus d'Oslo — Israël respectait le droit des Palestiniens à circuler librement. Le régime de limitation de la liberté de mouvement, qui a commencé en 1991, ne s'est intensifié qu'après 1994. On se souviendra du gouvernement du Fatah comme de celui qui a collaboré aux atteintes rigoureuses et étendues au droit fondamental de la liberté de mouvement. La direction palestinienne et les dirigeants de l'OLP ont accepté un système dans lequel, avec leurs associés politiques, personnels et en affaires, ils se virent accorder une liberté de circuler dont ne disposait pas le reste de la population. Ils doivent leur situation financière personnelle, leur confort relatif et leur sensation de "liberté" à un privilège que le régime israélien d'occupation leur accordait. Sous ces circonstances, ils ne pouvaient pas mener de lutte politique contre la méthode israélienne, sévère et hautement destructrice, consistant à contrôler le temps et la liberté de circuler des Palestiniens.

Toutefois, le solde négatif d'un mouvement n'annule pas celui de son concurrent. Visiblement, ces deux mouvements sont à présent en compétition l'un contre l'autre pour le pouvoir et ils oublient que leur boulot est d'abrégier les jours de la domination étrangère — israélienne — sur leur peuple.

Amira Hass

Haaretz

Traduit par [JFG-QuestionsCritiques]

Sources : [Questions critiques](#)

2-3 Point de vue de Mr. Saadouné, : Risque majeur en Palestine.

L'Europe et les Etats-Unis devraient applaudir: ils ont réussi, en infligeant la pire des punitions au peuple palestinien, à créer les conditions d'une escalade des violences entre Palestiniens. Sans absoudre les Palestiniens de ce qui leur arrive, on peut dire sans hésiter que les Américains et les Européens sont directement responsables d'une politique visant délibérément à miner la démocratie palestinienne.

Son but consiste, ni plus ni moins, pour le mouvement Hamas à reconnaître l'Etat d'Israël, alors que ce dernier ne reconnaît pas les Palestiniens. Le gouvernement palestinien élu ne l'a pas fait et il a d'excellentes raisons pour cela. L'OLP et le Fatah l'ont fait, mais la contrepartie a été et demeure un outrage constant à des territoires palestiniens mutilés et morcelés par la colonisation sioniste.

La punition infligée par les Euro-Américains touche brutalement les Palestiniens dans leur vie quotidienne. Les salaires ne sont pas payés car même les fonds levés par le gouvernement palestinien ne peuvent entrer dans les territoires en raison des menaces occidentales contre les banques.

Le Fatah, dont l'échec et la corruption lui ont valu d'être renvoyé par les électeurs, n'a jamais supporté cette mise à l'écart et il instrumente sans difficulté la grogne des fonctionnaires, issus de ses rangs, contre le gouvernement. De là à penser à la préparation d'un coup d'Etat institutionnel avec la bénédiction des Occidentaux, il n'y a qu'un pas... Les violences qui se sont déroulées ces derniers jours montrent, si telle est leur intention, que Mahmoud Abbas et le Fatah jouent une partie très risquée.

L'approbation des Américains et des Européens ne changerait rien au désastre que constitue une remise en cause, même camouflée par des impératifs vitaux, du choix des électeurs palestiniens. Parce que les Palestiniens, qui se reconnaissent dans le Hamas, ne vont pas se laisser faire, mais aussi parce qu'une telle remise en cause s'appuie sur des arguments infondés.

Le gouvernement palestinien n'est pas responsable du non-paiement des salaires, c'est la politique des grandes puissances et d'Israël qui en est directement responsable. Si cette grogne des fonctionnaires militants du Fatah non payés devient la cause de la chute d'un gouvernement, cela ne présage rien de bon sur la capacité de négociation de Mahmoud Abbas. De l'argent affluerait peut-être dans les caisses de l'Autorité palestinienne mais la suspicion, déjà fortement présente, d'un renoncement à la défense des droits nationaux au profit d'intérêts de castes ne pourra que se renforcer. Il y a une arrogance irresponsable à entendre les groupes liés au Fatah menacer de mort les dirigeants du Hamas et M. Abbas ferait bien d'y mettre le holà. Car ces menaces à la guerre

civile et à la liquidation encadreraient d'une bien dangereuse manière l'intention qu'on lui prête de dissoudre le gouvernement.

On peut ne pas aimer le Hamas pour des raisons idéologiques ou politiques, mais on peut difficilement lui reprocher de ne pas sauter le pas de la reconnaissance explicite d'Israël, comme l'exigent les Etats occidentaux qui donnent des leçons de démocratie. Car cette concession faite inutilement par le Fatah doit avoir une réelle contrepartie. Et provoquer une guerre civile pour la reconnaissance d'Israël serait vraiment la pire des choses qui puisse arriver aux Palestiniens.

M. Saadoune,

Le Quotidien d'Oran (Algérie), 4 octobre 2006

2-4 Point de vue de Dominique Vidal : Israël au défi.

Le 27 septembre dernier, à l'occasion de la sortie de l'*Atlas du « Monde diplomatique » en allemand*, Dominique Vidal participait à Berlin à un débat sur le Proche-Orient. Voici le texte de son intervention.

Dans un peu plus d'un an, le 29 novembre 2007, nous fêterons la décision prise par l'Assemblée générale des Nations unies de partager la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe tout en internationalisant Jérusalem et les Lieux saints. L'avortement de ce plan explique sans doute pourquoi, depuis près de soixante ans, Israël va de guerre en guerre.

Dans certaines, il fut aisément victorieux : en 1956, il occupa le Sinaï en six jours ; en 1967 la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza, en six jours encore ; en 1982 il parvint, toujours en une semaine, jusqu'à Beyrouth avant de l'assiéger. D'autres conflits lui donnèrent plus de mal : la guerre d'indépendance et d'expulsion des Palestiniens resta indécise quelques semaines durant, du 15 mai à la trêve du 11 juin 1948 ; celle de Kippour, en 1973, vit Egyptiens et Syriens bousculer un temps Tsahal ; sans oublier ces conflits de basse intensité que furent l'Intifada des pierres à partir de 1988 et celle d'Al-Aqsa à partir de 2000...

Mais jamais, jusqu'ici, l'Etat juif n'avait perdu une guerre. C'est la grande nouveauté de cet été. Certes, son armée n'a pas été, à proprement parler, vaincue. Mais elle n'a pas atteint ses objectifs. En trente-trois jours, l'une des plus puissantes machines militaires du monde n'a pas brisé la résistance d'une guérilla de quelques milliers de combattants... Le 13 août, à la veille du cessez-le feu, le Hezbollah tirait encore près de 250 roquettes sur les villes du nord d'Israël. Et son influence battait tous les records, non seulement chez les 40 % de Libanais chiïtes, mais aussi parmi nombre de chrétiens et de sunnites.

Tsahal, pourtant, n'a pas lésiné sur les moyens. L'antique et détestable loi du talion prône, dans sa version biblique, « œil pour œil, dent pour dent » : cette fois, ce furent « dix yeux pour un œil, dix dents pour une dent ». Les guerres de Gaza et du Liban ont tué 160 Israéliens, dont une écrasante majorité de soldats, et près de 1 500 Libanais et Palestiniens, en grande majorité non combattants. Cette disproportion a caractérisé tout le conflit. Si le Hamas et le Hezbollah ont enlevé trois soldats hébreux, Israël a pris en otage toute une population — à Gaza comme au Liban — sans oublier ses 10 000 prisonniers palestiniens, y compris 35 ministres et députés raflés en juin.

S'en prendre de manière indifférenciée aux civils comme aux militaires, c'est violer les lois de la guerre : Amnesty International l'a reproché et au Hezbollah et à Israël. Pour l'Etat hébreu, précisait toutefois son rapport, il ne s'agissait pas de « dommages collatéraux », mais d'une option « délibérée » qui « s'inscrivait dans une stratégie militaire ». Conclusion d'Amnesty : « Beaucoup des violations examinées dans ce rapport sont des crimes de guerre qui relèvent de responsabilités criminelles individuelles (1). » Au premier rang de ces actes barbares figure le déversement sur le Liban de centaines de milliers de bombes, au phosphore, à l'uranium allégé et à sous-munitions — qui tuent d'ailleurs chaque jour encore des enfants. Cette terrible violence n'a toutefois pas permis à Israël de l'emporter. Et cet échec prend des allures de tremblement de terre, à son échelle comme à celles du Proche-Orient et du monde.

Il ébranle d'abord le mythe de l'invincibilité de Tsahal. Chargée, depuis près de vingt ans, de réprimer des femmes et des enfants plus que d'affronter des combattants, l'armée israélienne n'est plus ce qu'elle était. Ses services de renseignement ont gravement sous-estimé les capacités du Hezbollah ; son aviation n'a pas réussi à anéantir les infrastructures de ce dernier ; ses blindés et ses fantassins ne l'ont pas emporté, quand ils n'ont pas été battus sur le terrain, comme à Bint Jbeil. Sans parler de ses carences logistiques : soldats et réservistes, de retour du front, se sont plaints d'avoir manqué d'armes, d'équipements, de cartes à jour et même, parfois, de nourriture et d'eau...

Mais ce fiasco n'est pas que militaire : il fragilise toute la stratégie mise en œuvre par Ariel Sharon à partir de 2004 et dont son successeur avait fait son cheval de bataille. L'unilatéralisme — c'est-à-dire la volonté d'imposer, sans négociation aucune, les conditions d'Israël aux Palestiniens comme à tous ses autres voisins — suppose une suprématie militaire indiscutée. Le 1er août, Ehoud Olmert en rêvait encore : « La menace que fait planer le Hezbollah, affirmait-il, n'est plus ce qu'elle était. Il ne pourra plus menacer ce peuple, car ce peuple fait face et sort victorieux (...). Si la bataille se finissait aujourd'hui, on pourrait dire que la face du Proche-Orient a totalement changé avec le succès total de l'armée israélienne (2). » C'en est maintenant fini de cette arrogance, et avec elle des plans de redéploiement de Cisjordanie comme de tutelle sur le Liban...

Par ricochet, le revers subi par Ehoud Olmert frappe aussi George W. Bush. Le président américain n'a-t-il pas présenté la guerre du Liban comme un des « trois fronts de la guerre mondiale contre le terrorisme (3) » ? Israël n'a pas rempli la mission que la Maison blanche lui avait explicitement confiée, à savoir « casser les reins (4) » du Hezbollah, mais les Américains et leurs alliés ne font guère mieux, en Afghanistan comme en Irak. Sans doute

pour la même raison : contrairement à leurs discours de propagande, ils ne combattent pas « *quelques poignées de terroristes manipulés par Téhéran* », mais des forces enracinées, représentatives de ces peuples du Proche-Orient avides de liberté et d'indépendance. Autrefois, ceux-ci se reconnaissaient dans le nationalisme et le socialisme arabes, mais les changements intervenus dans le monde et dans la région ont détourné les regards de nombre d'entre elles vers l'islam politique, voire le fondamentalisme. Qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, c'est un fait.

Bref, le nouveau Proche-Orient émergent de ces événements n'est pas celui dont rêvaient les Etats-Unis après le 11-Septembre. Aventure après aventure, la « *guerre globale contre le terrorisme* » produit un effet boomerang : elle renforce leurs ennemis et affaiblit leurs alliés ; elle relie les conflits les uns aux autres et en unifie les acteurs ; elle disloque les Etats et augmente d'autant le rôle des groupes armés. De même, la théorie du « *choc des civilisations* » et la « *croisade contre l'islamofascisme* » tendent à solidariser toutes les formes de résistance à l'hégémonie de la superpuissance.

Certains insistent sur la montée en puissance du « *croissant chiite* ». Il est vrai que l'enlèvement anglo-saxon en Irak a renforcé la position régionale de l'Iran — ce que l'Occident voulait empêcher en soutenant, dans les années 1980, la guerre de Bagdad contre Téhéran... L'échec d'Israël au Liban vient fournir de nouveaux atouts à la République islamique. Le chiisme ne constitue cependant pas une entité homogène sur le plan régional, ni d'ailleurs national. L'essor des forces radicales s'ancre dans le politique et le social bien plus que le religieux.

L'exemple du Hezbollah le confirme : sa force, il la doit à la place de premier plan qu'il a prise dans la résistance à Israël comme dans la défense d'une minorité opprimée bien plus qu'à sa solidarité chiite avec l'Iran.

La question posée à Israël va donc bien au-delà de la colère qui s'y exprime, des commissions d'enquête qui se mettent en place et des changements qui s'ensuivront sans doute à la tête de l'armée et de l'Etat — comme après la guerre de Kippour/Ramadan avec la commission Agranat (1973) et après l'invasion du Liban avec la commission Kahane (1982). Ce qui importe surtout, c'est la leçon que les Israéliens tireront de cette aventure : forgeront-ils une nouvelle version du fameux « *coup de poignard dans le dos* » pour justifier la préparation d'un « *second round* », ou rompront-ils avec cette logique pour négocier enfin avec tous leurs voisins, à commencer par les Palestiniens ? Plus que jamais, la clef d'une paix durable au Proche-Orient, c'est la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, sur les territoires occupés en 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale ainsi qu'une juste solution du problème des réfugiés.

Dans cette perspective, la mise en place d'un gouvernement d'union peut, si les négociations entre le Fatah et le Hamas aboutissent, constituer un pas en avant significatif. Cette formule devrait à la fois conjurer le péril d'une guerre civile inter-palestinienne, casser le scandaleux embargo de la communauté internationale et retirer au gouvernement israélien les prétextes avancés pour ne plus négocier. Mais, une fois encore, la relance du processus de paix dépendra pour beaucoup des efforts de l'Union européenne — à commencer par la France et l'Allemagne — pour pousser Israël et son allié américain à s'y engager.

A l'exception des deux premières années de l'expérience avortée d'Oslo, l'Etat d'Israël a toujours misé, pour garantir sa survie, sur les rapports de force, et d'abord militaires. Or voilà que ceux-ci, bien qu'ils demeurent écrasants, ne lui suffisent plus pour l'emporter à coup sûr dans ces « *conflits asymétriques* » que développe l'Amérique de George W. Bush. Cette fois, Haïfa, Saint-Jean d'Acre, Hadera, Nazareth et Beth Shean ont été bombardées. Faudra-t-il attendre la prochaine guerre, avec le risque que, cette fois, des missiles — sans doute beaucoup plus meurtriers que les Katiouchas — s'abattent sur Tel-Aviv ou Jérusalem ?

Dominique Vidal

mardi 3 octobre 2006

(1) www.amnesty.fr/var/amnesty/storage/...

(2) AFP, 1er août 2006.

(3) *Le Monde*, 16 août 2006.

(4) C'est l'objectif que lui avait fixé l'administration américaine : voir *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv, 14 juillet 2006.

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-10-03-Israel-au-defi>

2-5 Point de vue de Gaston PELLET : La République démocratique de Palestine.

La guerre du Liban est déjà loin. Les crimes de guerre d'Israël seront vite oubliés malgré les tentatives de poursuites devant la justice pénale internationale.

La question palestinienne demeurera, avec pour les militants les mêmes objectifs : la Paix, les négociations, le mur, les droits du peuple palestinien, l'Etat palestinien, les deux États...

Ne faut-il pas, désormais, "changer de braquet" ?

Le texte "Brigades internationales" diffusé en pleine guerre tentait de réagir à chaud et proposait cette idée à *faire fleurir* : **La République démocratique de Palestine**. L'émotion surmontée, cette idée appelle quelque développement.

Dure défaite pour les Israéliens, cette guerre fut si inhumaine, si sauvage et si incompréhensible aussi, aux yeux pourtant dessillés de l'opinion publique, qu'Israël ne pourra plus longtemps encore masquer ses exactions derrière le paravent de l' "holocauste" et nous faire prendre les bourreaux pour les victimes. Qui peut, après de tels massacres et de telles destructions, soutenir hypocritement qu'Israël n'a fait que se défendre. Se défendre, c'est réagir lorsqu'on est attaqué dans sa souveraineté, son territoire, son peuple, ses ressources. Au Proche-Orient, ce sont les résistances qui s'inscrivent en défense par réaction à l'occupation israélienne. N'inversons pas les termes du conflit.

Après une agression aussi intolérable, on est conduit à considérer, objectivement et en se libérant de la contrainte du politiquement correct si sensible en la matière –contrainte à laquelle on avait fini par se soumettre- qu'Israël ne peut subsister en tant qu'État sioniste.

Le statu quo ne paraît plus possible. Pour trois raisons au moins :

- le non sens dans notre siècle d'un État fondé sur l'exclusion de l'autre

- l'état de guerre nécessairement permanent qui en découle

- la non viabilité d'un État palestinien dans ce qui subsiste de la Palestine

1 – Est en cause, le caractère sioniste de l'État d'Israël et seulement cela. Qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne disons pas et récusons par avance l'accusation si commode d'antisémitisme. L'État sioniste est *expansionniste* (l'objectif du Grand Israël jusqu'au Jourdain n'est pas abandonné, la colonisation se poursuit sans relâche), *dominateur* (ses voisins doivent se garder de viser trop haut et de lui faire de l'ombre économiquement, politiquement, militairement : cf Irak, Liban... Iran, Syrie), *raciste* (seuls les juifs sont citoyens à part entière notamment par le biais du service militaire dont les Arabes israéliens sont "dispensés") et *intouchable* (Israël est le seul État au-dessus des lois même morales : aucune résolution de l'Onu respectée, impunité acquise, dommages de guerre à la charge de la communauté y compris, apparemment, la pollution aux hydrocarbures de la Méditerranée ignorée des médias, etc..).

2 – La survie de cet État le conduit forcément à entretenir, avec la complicité et une aide considérable des USA, une armée et des services secrets que rien n'arrête. Il lui faut en permanence montrer sa force et tendre à réduire toute résistance.

Aucune issue n'est envisageable, la voie de la négociation est épuisée. Comme dans toute situation de type colonial, l'opresseur n'accepte que les compromis qui lui sont favorables et l'Histoire nous enseigne que l'opprimé ne s'y résout jamais définitivement.

3 – Il y a quelques années encore, la solution des deux États vivant côte à côte paraissait possible et la seule acceptable. Malgré l'immense sacrifice des Palestiniens abandonnant 80% de leurs territoires, Israël, par idéologie sioniste, n'en a pas saisi l'opportunité.

Aujourd'hui, il faut voir la réalité en face : la bande de Gaza, surpeuplée, est invivable ; la Cisjordanie truffée de colonies, enserrée par un mur honteux et illégal, est si déchiquetée et défigurée qu'elle ne peut plus être le territoire principal d'un État souverain ; Jérusalem a été volontairement judéisée et encerclée pour créer l'irréversible. La continuité territoriale, au surplus, est impraticable.

On doit par conséquent accepter l'idée –sans référence à Bush bien sûr !- de repenser le Proche-Orient. Les frontières et les États ne sont pas gravés dans le marbre. On l'a parfois déploré mais en l'occurrence on ne voit pas d'autre issue.

Bien entendu, les rapports de force n'y sont pas favorables dans l'immédiat. Mais ils ne sont pas non plus éternels. L'hégémonie des E.U. est en perte de vitesse et la pérennité d'Israël, État satellite, en dépend. D'autres ensembles se dessinent pour une donne internationale nouvelle à moyen ou plus long terme.

Peut donc naître, dans l'avenir, une **République démocratique de Palestine** sur l'ensemble du territoire, qui n'exclurait aucun citoyen, n'inscrirait nulle discrimination dans sa constitution, serait fondée sur la laïcité et aurait ainsi vocation à vivre en paix avec ses voisins.

Utopie ?

Gaston PELLET – 4 et 29 septembre 2006

Ci-après, un texte qui fait suite à "Brigades internationales" (à nouveau joint avec le dernier état des signatures et pour en solliciter de nouvelles) pour développer et mieux expliquer l'idée de République démocratique de Palestine.

Bonne lecture.

Brigades internationales

La situation au Moyen-Orient, est de jour en jour plus intolérable. On ne peut l'accepter sans réagir. Au mieux, a-t-on participé à quelques rassemblements frileux qui réussissent péniblement à se former sous un slogan incluant les mots "agression israélienne". Comme à l'habitude, Israël les dédaignera. Après quoi, si la Résistance est à nouveau détruite, on reprendra le cours linéaire des conférences, projection de films et autres colloques pour prouver son engagement en faveur de la "juste cause".

Le voile de la honte ne nous recouvre pas encore. Et nous regardons, dans le calme, les images étalées en toute priorité sur nos petits écrans des vacanciers exténués de chaleur et de fatigue dans les bouchons, nos maigres manif expédiées en quelques secondes par le JT, pendant que des peuples sont massacrés en toute impunité par les Maîtres du monde, étasuniens et israéliens dans le même sac.

Il fut un temps où surent réagir ceux qui s'enrôlèrent dans les Brigades internationales pour combattre le fascisme. Certains autres prônaient la "non-intervention", les fameuses élites, la droite et son extrême, la fausse vraie gauche, le Comité des Forges, la France de tous les fascismes, avec la pleine et entière complicité de la grande presse qu'on n'appelait pas encore "les médias". L'Histoire ne se répète pas, dit-on, mais il est impératif de s'y référer pour en tirer enseignement.

Créer aujourd'hui des brigades internationales pour faire rempart à cette déferlante qui détruit notre Monde, de l'Irak à l'Afghanistan, de la Yougoslavie à la Palestine et aujourd'hui le Liban, de la Syrie à l'Iran demain... et à quelques autres après-demain n'est pas sérieusement envisageable. Par quelles forces suffisamment puissantes, comme ce fut le cas pour l'Espagne, seraient-elles soutenues. L'idée, irréaliste, ne peut relever que de la provocation. Sans doute, oui, provoquer le réveil de nos consciences assoupies.

Israël n'aurait jamais attaqué le Liban si la protection de la présence syrienne avait été maintenue. Mais qui nous a fait applaudir au retrait de l'armée de Damas ? Qui avait déjà voulu nous faire exulter lors de la défaite du camp socialiste ? Et qui s'élèverait véhémentement devant tout projet de force internationale, avec ou sans brigades, pour intervenir au M.O. non pas pour mater ceux qui ne se rendent pas mais obliger Israël à libérer les territoires qu'il occupe sans le moindre droit, source fondamentale de tous les conflits dans cette région depuis 60 ans ?

Les exactions incessantes, les crimes de guerre répétés, le non-respect du Droit international et de chacune des résolutions de l'ONU, le refus pour les autres des droits de l'Homme et des règles minimum d'humanité, la théocratie, enfin le racisme de l'État d'Israël et du sionisme ne sont plus supportables.

La pire des attitudes serait de refuser de situer le problème là où il est. Laisser la "non intervention" s'installer définitivement –médias en tête- en continuant à pointer d'un doigt plus ferme les victimes que les agresseurs. La Résistance ne cessera que lorsqu'elle aura perdu sa justification.

En finir avec l'État sioniste d'Israël pour un État ouvert à tous sans discrimination d'origine, la République démocratique de Palestine, c'est l'idée à faire fleurir. Dans l'état où se trouve aujourd'hui la Palestine, Gaza compressée, la Cisjordanie déchiquetée, Jérusalem judéisée, peut-on encore envisager un État palestinien viable aux côtés de l'État d'Israël ?

Il faudra bien parvenir un jour à une solution qui exclut le statu quo.

30/31 juillet 2006

4 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 1846 – 2003 : Interventions Américaines dans le monde depuis 1846

(non-exhaustif)

Selon le rapport du département américains présenté en 1962 par le secrétaire d'état Dean Rusk devant le comité sénatorial et repris sous le titre « Quelques usages de la force armée américaine à l'étranger 1798-1945 » présentant quelques-unes des 103 « opérations extérieures » américaines avant l'intervention américaine à Cuba. Liste "enrichie" par l'actualité.

1846- Mexique. A l'issue d'une guerre qu'ils avaient programmées et provoquée, les USA s'emparent de la moitié du territoire mexicain. Ce territoire conquis s'appelle aujourd'hui : la Californie, le Nevada, l'Utah, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, le Colorado (en partie).

1852-1853- Argentine. Les « marines » débarquent et s'installent à Buenos-Aires pour protéger les « intérêts » américains face à une révolution.*

1853- Nicaragua. « protection » des citoyens et intérêts américains pendant des troubles politiques.

1853-1854- Japon. Plan « d'ouverture du Japon » et expédition Perry qui conduit, avec les navires de guerre américains, à forcer le Japon à ouvrir ses ports aux États-Unis.*

1853-1854- Ryukyu et Iles Bonin. Attendant une réponse du Japon l'autorisant à se rendre dans ce pays, le contre-amiral américain Perry, opère une démonstration navale de force et débarque par deux fois. Il obtient des autorités de Naha, sur l'île d'Okinawa, la gestion d'une concession minière. Il opère la même démonstration de force dans les îles de Bonin afin d'obtenir des facilités commerciales.*

1854- Nicaragua. Pour « venger » une offense faite au ministre-résident américain en poste au Nicaragua : destruction de la ville de Greytown (San Juan del Norte)*

1855- Uruguay. Les marines américaines et européennes débarquent pour « protéger » les intérêts américains au cours d'une tentative de révolution à Montevideo.

1859- Chine. Intervention américaine destinée à protéger les intérêts américains à Shanghai.

1860- Angola. Intervention en Afrique occidentale portugaise pour assurer la sécurité des citoyens et des biens américains pendant une révolte indigène à Kissembó.

1893- Hawaii. Sous couvert officiel de protéger les vies et les biens des américains, cette

intervention visa à mettre en place un gouvernement provisoire sous l'autorité de Sanford D. Dole.

1894- Nicaragua. Intervention pour protéger les intérêts américains à Bluefields à la suite d'une révolution.

1898- Cuba. Sous prétexte de libérer l'île de la tutelle espagnole, les USA s'installent et imposent une base militaire, la possibilité d'investissements financiers américains et un droit d'intervention dans les affaires intérieures du pays.

1898- Porto-Rico, Hawaii, Wake, Guam. Sous prétexte de défaire la tutelle espagnole, les USA s'installent et imposent une base militaire, la possibilité d'investissements financiers américains et un droit d'intervention dans les affaires intérieures du pays.

1898- Philippines. L'archipel est vendu aux USA par l'Espagne (décembre 1898), les philippins se soulèvent contre les États-Unis (février 1899), les USA envoient 70 000 militaires qui mettront trois ans pour mater le soulèvement (des milliers de pertes).

1903- Colombie. Les États-Unis fomentent une « révolution » à l'issue de laquelle ils créent de toute pièce la république de Panama qui lui assure le contrôle du célèbre canal et des bénéfices énormes qu'il génère.

1915- Haïti. Nouvelle intervention et occupation des troupes américaines pour... 19 ans.

1916- République Dominicaine. Quatrième intervention et maintien des troupes américaines pour... 8 ans.

1926- Nicaragua. Nouvelle intervention et expédition de 5000 militaires pour contrer une révolution.

1945-46- Chine. Les USA bombardent la Chine.

1946- Philippines. Colonie américaine jusqu'à l'occupation japonaise, les Philippines accèdent à leur indépendance en 1946 en concédant aux USA un droit illimité d'exploitation des ressources naturelles du pays au titre des dommages de guerre. Jusqu'en 1992 les USA conservent 23 bases militaires et participent à la répression des opposants communistes ou musulmans.

1947- Grèce. Les américains volent au secours de la dictature de droite mise en place par les britanniques et menacée par la guérilla de gauche. Les USA livrent 74 000 tonnes de matériels militaires et d'armements et envoient 250 « conseillers » militaires sur le terrain, assurant ainsi la victoire des forces de droite en 1949.

1950- Porto Rico. Les troupes américaines qui stationnent en permanence écrasent un mouvement d'indépendance. 2 ans plus tard Porto Rico se voit accorder le délicieux statut « d'État libre associé aux États-Unis »

1950- Corée. Les armées de la Corée du Nord franchissent le 38^{ème} parallèle et pénètrent en Corée du Sud. À la « demande » des Nations-Unies qu'ils dominent très largement, les USA « acceptent » d'aider à repousser l'agression armée. 2 millions de coréens trouvent la mort au cours de cette guerre.

1950-53- Chine. Les USA bombardent la Chine.

1953- Iran. Un coup d'État orchestré par la CIA est mené par l'armée et les grands propriétaires fonciers après que les britanniques aient organisés le boycott des compagnies pétrolières iraniennes suite à leur nationalisation en 1951. Les USA vont alors soutenir pendant les 25 ans qui suivent l'homme fort du pays, le Chah d'Iran. Celui-ci devra s'enfuir en 1978 devant le raz-de-marée de la révolution islamique. (2 ans plus tard, en 1980, la guerre entre l'Iran et l'Irak sera une aubaine pour les industries d'armements, notamment américaines).

1954- Guatemala. Des mercenaires entraînés par la CIA au Honduras et au Nicaragua renversent, avec l'aide de l'aviation américaine, le gouvernement le plus démocratique que le Guatemala ait jamais connu.

1958- Liban. Des milliers de « marines » sont envoyés au Liban pour empêcher le renversement du gouvernement pro-américain et protéger les intérêts américains dans cette région riche en ressources pétrolières.

1958- Indonésie. Les USA bombardent l'Indonésie.

1960- Guatemala. Les USA bombardent le Guatemala.

1961- Cuba. Armés et entraînés par la CIA, plus de 1000 exilés cubains débarquent dans la baie des cochons avec l'espoir de provoquer une rébellion contre le gouvernement castriste en place

très populaire. Le soulèvement n'a pas lieu, les mercenaires sont rejetés à la mer, les USA frappent d'embargo Cuba. En 2002 l'embargo américain dure encore.

1961-1972- Vietnam. Pendant 11 ans les USA, prenant le relais de l'armée française, utilisent tout leur arsenal militaire y compris chimique pour venir à bout d'un mouvement révolutionnaire nationaliste d'indépendance. La guerre la plus longue dans laquelle se sont embarqués les USA fera des millions de morts vietnamiens et américains sans succès pour le plus puissant des pays de la planète.

1961-1972- Laos Cambodge- Bien qu'officiellement pas en guerre avec ces deux pays, les USA y effectuèrent d'incessantes attaques aériennes et d'innombrables massacres de populations.

1964- Panama. Les « marines » qui protègent les intérêts des administrations américaines du canal de Panama écrasent une révolte visant à nationaliser ce secteur stratégique. Après avoir protégé et utilisé le dictateur panaméen Noriega pour leurs attaques contre le Nicaragua sandiniste, les USA s'en débarrassent. 26 000 soldats américains envahissent le pays sous couvert de le faire comparaître devant les tribunaux américains pour trafic de drogue. Des centaines de civils périssent sous les bombardements.

1964- Congo. Les USA bombardent le Congo.

1965- Indonésie. Prétextant une tentative de coup d'état des communistes pourtant proches du pouvoir de Sukarno, une opération militaire sanglante dont les dirigeants sont téléguidés par la CIA est menée. Des centaines de milliers d'indonésiens sont victimes d'une chasse à l'opposant, la longue et meurtrière carrière de l'homme de paille américain Suharto commence pour culminer au Timor-oriental.

1965- République Dominicaine. Sous le couvert de l'« Organisation des États Américains », les USA interviennent militairement pour contrer une prétendue menace communiste. La bataille de Saint-Domingue fait quelque 10 000 victimes.

1965- Pérou. Les USA bombardent le Pérou.

1967-69- Guatemala. Les USA bombardent le Guatemala.

1970- Oman. Épaulées par les « conseillers » américains, les troupes iraniennes tentent d'envahir le sultanat.

1970- Proche Orient. Implication militaire des USA auprès d'Israël dans les guerres qui ont lieu dans cette région du globe.

1973- Chili. Suite à la réforme agraire et aux nationalisations, les États-Unis, par l'intermédiaire de la CIA et de la firme ITT, fomentent un coup d'état militaire qui conduit à l'extermination du Président élu de gauche Salvador Allende. Des milliers de morts, de femmes et d'enfants torturés, de disparus et l'installation de la dictature d'extrême-droite du général Pinochet, conseillé par la CIA.

1975-1999- Timor Oriental. Les USA soutiennent sans faillir l'invasion et l'annexion conduite par l'Indonésie de Suharto. Un tiers de la population est décimée en près de 25 années. Alors qu'en 1999 lors d'un référendum, 80% de la population du Timor-oriental choisit l'indépendance, les USA soutiennent les exactions et la terreur de milices téléguidées par l'armée indonésienne qui s'opposent à l'indépendance. Les États-Unis finissent par accepter, sous la pression internationale, l'idée d'une force de maintien de la Paix de l'ONU.

1980-1990- Salvador. Les USA s'engagent militairement aux côtés des forces gouvernementales, de l'oligarchie au pouvoir et des « escadrons de la mort » pour contrer la guérilla de gauche. En 1980, l'archevêque Romero, très populaire chez les pauvres, est assassiné par des hommes proches de la CIA. En dix ans, la guerre civile fait 100 000 morts.

1981-1988- Nicaragua. Les USA n'acceptent pas la série de réformes que les Sandinistes arrivés au pouvoir en 1979 engagent. Les États-Unis apportent leur soutien aux « contras » basé au Honduras. En 1986, le scandale de l'irangate révèle que le produit financier des ventes d'armes américaines à l'Iran a servi à financer les groupes terroristes de la « contra ».

1982-1984- Liban. Les troupes phalangistes du Liban soutenu par Israël et les USA expulsent et massacrent les palestiniens.

1983- Grenade. Embourbés au Liban, les États-Unis font une démonstration de force en envahissant la minuscule île de la Grenade prétextant de la sécurité de quelques citoyens américains. Huit ans plus tard, le « Wall Street Journal » qualifie cette démonstration « d'invasion ».

des banques », l'île était en fait devenue un paradis pour la fraude financière et l'évasion fiscale.

1986- Libye. L'aviation américaine bombarde des villes libyennes, faisant des centaines de victimes parmi les civils et les officiels.

1986- Les USA sont condamnés pour "usage illégal de la force" contre le **Nicaragua** par la Cour internationale de justice de La Haye .

1989- Philippines. L'aviation américaine prête main-forte aux forces gouvernementales pour contrecarrer un des nombreux coup d'État contre la présidente Corazon Aquino, farouche opposante aux communistes et aux indépendantistes musulmans.

1989- Panama. Les USA bombardent le Panama.

1991- Irak. Allié précieux des États-Unis dans la région durant de longues années, Saddam Hussein envahit le Koweït sans en référer à la superpuissance. Les USA, n'acceptant pas de perdre le contrôle sur une partie des ressources pétrolières du Golfe, déclarent la guerre à l'Irak en janvier 1991 et mettent en place une coalition militaire internationale qui, avec le soutien de l'ONU, libère le Koweït. L'Irak est placé sous embargo.

1994- Haïti. Ayant occupé Haïti de 1915 à 1934 puis soutenu les deux effroyables dictatures de François et Jean-Claude Duvalier de 1957 à 1986, les USA se montrent favorables au renversement par coup d'état en 1991 du premier président élu du pays le père Aristide. Parmi les militaires impliqués dans le coup d'état, le colonel François formé, comme les dictateurs latino-américains Noriega et d'Aubuisson, dans la même académie militaire américaine. Trois ans plus tard les États-Unis interviennent militairement pour remettre en scelle le Président déchu.

1998- Irak. Les USA et l'Angleterre reprennent leurs bombardements sur l'Irak et se fixent comme objectif l'élimination physique de Saddam Hussein et la mise en place d'un gouvernement de remplacement.

1998- Soudan. L'armée américaine détruit par missiles des usines pharmaceutiques supposées servir de lieux de production d'armement chimique à des fins terroristes.

1999- Yougoslavie. Au mois de mars, sous l'impulsion des États-Unis, l'OTAN bombarde le Kosovo et la Serbie ou s'opposent l'Armée de Libération du Kosovo qui depuis 1998 mène des opérations de guérilla et les forces de polices serbes qui, de leur côté, prennent en otage les populations civiles. Des centaines de bombes à uranium appauvris sont testées par les USA.

2001- Afghanistan. Suite aux attentats meurtriers commis le 11 septembre aux États-Unis et attribués à l'organisation Al-Qaida dirigée par Oussama Ben Laden (ancien agent de la CIA soutenu pendant de longues années par les USA dans la guerre contre les communistes, milliardaire et actionnaire de sociétés pétrolières) les États-Unis forment une coalition, implantent des bases au Pakistan et bombardent massivement le pays. Les talibans islamistes sont renversés, les USA ne parviennent pas à imposer leur « protégé » (l'ancien roi), un gouvernement de transition est mis en place, les prisonniers de guerre se voient déniés par les USA les droits internationaux reconnus par les conventions internationales, certains prisonniers sont déportés sur la base militaire américaine de Guantanamo et subissent un régime d'exception contraire aux principes internationaux et à la législation américaine elle-même. Derrière ces événements les USA légitiment leur allié dictateur du Pakistan, assurent peu à peu leur mainmise sur le transit des ressources naturelles régionales.

2002- Corée. Les États-Unis placent ce pays au nombre des composantes de "l'Axe du Mal", nouvelle doctrine militaro-mystique de mise en place de "guerres préventives" contre tous ceux qui ne s'alignent pas sur les USA

2002- Irak. Les États-Unis font pression sur la communauté internationale pour lancer un corps expéditionnaire en Irak visant au renversement de Saddam Hussein, à l'instauration d'un gouvernement favorable à leurs intérêts, à l'obtention des principales parts de marchés de la reconstruction du pays après bombardements, à l'octroi de concessions sur les immenses ressources pétrolières du pays. Fin 2002, les USA et leurs alliés anglais ont massés des dizaines de milliers de soldats sur-équipés sur place, prêts à une offensive.

2003- Irak. Les États-Unis se placent hors la Loi internationale et les décisions de l'ONU et envahissent dans la nuit du 19 au 20 Mars, avec le soutien de l'Angleterre, l'Irak. Un déluge de feu s'abat sur le pays et la population dont déjà près de 500 000 personnes sont mortes en 10 ans du fait du blocus économique (800 missiles Tomahawk, 23 000 bombes à uranium, à fragmentation, mini-nucléaire). Un mouvement mondial d'opposition à la guerre et à l'agression militaire des États-Unis se développe en faveur de la Paix et pour le respect du droit international. La majorité des pays de la planète condamnent l'agression américaine contre un pays souverain. Par cet acte les USA ouvre la voix dangereuse et criminelle à la doctrine de la guerre préventive permettant d'attaquer tout pays ne se soumettant pas à la conception impérialiste américaine

Liste envoyée par Hélène Nouaille:

History of U.S. Interventions in Latin America

Location	Period	Type of Force	Comments on U.S. Role
Argentina	1890	Troops	Buenos Aires interests protected
Chile	1891	Troops	Marines clash with nationalist rebels
Haiti	1891	Troops	Black workers revolt on U.S.-claimed Navassa Island defeated
Nicaragua	1894	Troops	Month-long occupation of Bluefields
Panama	1895	Naval, troops	Marines land in Colombian province
Nicaragua	1896	Troops	Marines land in port of Corinto
Cuba	1898-	Naval, troops	Seized from Spain, U.S. still holds Navy base at Guantanamo
Puerto Rico	1898-	Naval, troops	Seized from Spain, occupation continues
Nicaragua	1898	Troops	Marines land at port of San Juan del Sur
Nicaragua	1899	Troops	Marines land at port of Bluefields
Honduras	1903	Troops	Marines intervene in revolution
Dominican Republic	1903-04	Troops	U.S. interests protected in Revolution
Cuba	1906-09	Troops	Marines land in democratic election
Nicaragua	1907	Troops	"Dollar Diplomacy" protectorate set up
Honduras	1907	Troops	Marines land during war with Nicaragua
Panama	1908	Troops	Marines intervene in election contest
Nicaragua	1910	Troops	Marines land in Bluefields and Corinto
Honduras	1911	Troops	U.S. interests protected in civil war
Cuba	1912	Troops	U.S. interests protected in Havana
Panama	1912	Troops	Marines land during heated election
Honduras	1912	Troops	Marines protect U.S. economic interests
Nicaragua	1912-33	Troops, bombing	20-year occupation, fought guerrillas
Mexico	1913	Naval	Americans evacuated during revolution
Dominican Republic	1914	Naval	Fight with rebels over Santo Domingo
Mexico	1914-18	Naval, troops	Series of interventions against nationalists
Haiti	1914-34	Troops, bombing	19-year occupation after revolts
Dominican Republic	1916-24	Troops	8-year Marine occupation
Cuba	1917-33	Troops	Military occupation, economic protectorate
Panama	1918-20	Troops	"Police duty" during unrest after elections
Honduras	1919	Troops	Marines land during election campaign
Guatemala	1920	Troops	2-week intervention against unionists
Costa Rica	1921	Troops	
Panama	1921	Troops	
Honduras	1924-25	Troops	Landed twice during election strife
Panama	1925	Troops	Marines suppress general strike
El Salvador	1932	Naval	Warships sent during Faribundo Marti revolt
Uruguay	1947	Nuclear threat	Bombers deployed as show of strength
Puerto Rico	1950	Command operation	Independence rebellion crushed in Ponce
Guatemala	1954-?	Command operation, bombing, nuclear threat	CIA directs exile invasion and coup d'Etat after newly elected government nationalizes unused U.S.'s United Fruit Company lands; bombers based in Nicaragua; long-term result: 200,000 murdered
Panama	1958	Troops	Flag protests erupt into confrontation
Cuba	1961	Command operation	CIA-directed exile invasion fails
Cuba	1962	Nuclear threat, naval	Blockade during missile crisis; near-war with Soviet Union
Panama	1964	Troops	Panamanians shot for urging canal's return
Dominican Republic	1965-66	Troops, bombing	Marines land during election campaign
Guatemala	1966-67	Command operation	Green Berets intervene against rebels
Chile president	1973	Command operation	CIA-backed coup ousts democratically elected Marxist
El Salvador	1981-92	Command operation, troops	Advisors, overflights aid anti-rebel war,

		soldiers briefly involved in hostage clash; long-term result: 75,000 murdered and destruction of popular movement	
Nicaragua	1981-90	Command operation, naval	CIA directs exile (Contra) invasions, plants harbor mines against revolution; result: 50,000 murdered
Honduras	1982-90	Troops	Maneuvers help build bases near borders
Grenada	1983-84	Troops, bombing	Invasion four years after revolution
Bolivia	1987	Troops	Army assists raids on cocaine region
Panama	1989	Troops, bombing	Nationalist government ousted by 27,000 soldiers, leaders arrested, 2000+ killed
Haiti	1994-95	Troops, naval	Blockade against military government; troops restore President Aristide to office three years after coup
Venezuela	2002	Command operation	Failed coup attempt to remove left-populist president Hugo Chavez
Haiti	2004-	Troops	Removal of democratically elected President Aristide; troops occupy country

Sources:

Blum, William. *Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventionism Since World War II*. Monroe, Maine: Common Courage Press, 1995.

Ege & Makhijani. "180 Landings by the U.S. Marine Corps" (History Division), *Counterspy* (July-Aug. 1982). Foreign Affairs Division, Congressional Research Service, Library of Congress.

Instances of Use of Armed Forces Abroad, 1798-1945. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975, revision of 1969 version.

Grossman, Zoltan. *Over a Century of U.S. Military Interventions*. Self-published, revised Jan. 1, 1995.

Sklar, Holly. "Who's Who: Invading 'Our' Hemisphere 1831-," *Z Magazine* (Feb. 1990).

U.S. Congress, Committee on Foreign Affairs' Report. *Background Information on the Use of United States Armed Forces in Foreign Countries*. Washington, D.C.: 91st Congress, 2nd Session, 1970.

Zinn, Howard. *A People's History of the United States*. New York: Perennial Library, Harper & Row, 1980. Also see Zoltan Grossman, [From Wounded Knee to Iraq](#) (A Chronology of U.S. Imperialism)